

## Extraits de l'Histoire Générale et Anecdotique de la Guerre de 1914

Par Jean Bernard, président de la Presse Associée de Paris.

(Suite)

Le comte Lambsdorf avait promis des sauf-conduits pour les délégués, en les priant de venir les chercher à la citadelle. Il avait aussi demandé, pour pouvoir bien exposer la situation de la ville de Liège, que quelques personnes influentes assistassent à l'entretien.

C'est dans ces conditions que les trois délégués se rendirent à la citadelle, où on leur remit les laissez-passer. Ils avaient été amenés dans deux automobiles protégées par le drapeau blanc. Au moment où ces délégués allaient sortir, munis des laissez-passer revêtus du cachet du chef de l'état-major de l'armée de la Meuse, la porte de la citadelle fut fermée, et le comte Lambsdorf déclara que toutes les personnes présentes, une dizaine de notabilités, étaient gardées comme otages. Il ajouta :

— Des soldats allemands ont, dans certaines communes, essayé des coups de feu tirés par des civils. Si pareils faits se présentent encore, les otages en répondront. Nous voulons, au début de la campagne, faire un coup d'éclat...

Malgré les protestations des personnes arrêtées, qui estimaient qu'il y avait là une violation flagrante du droit des guerres et de la parole engagée, les otages furent enfermés dans des casernes — excepté le bourgmestre de Liège, qui fut seul autorisé à aller auprès du général Leman et éventuellement auprès du Roi.

Toutes les personnes qui, ce jour-là, entrèrent dans la citadelle, furent gardées et retenues prisonnières jusqu'au lendemain. Mais neuf otages furent conservés, sauf Mgr. Rutten et M. Kleyer, autorisés à vaquer à leurs occupations.

Les otages resteront toute la nuit dans des casernes humides et dormiront sur de mauvaises paillasses. Ils furent enfermés jusqu'au dimanche 9 avril, à l'heure de l'après-midi, ayant eu, pour leur première journée de captivité, un denier-pain et de l'eau.

Pendant ce temps, M. V. Bléaut, remplissant les fonctions de bourgmestre, fit afficher sur les murs de Liège la proclamation suivante :

### VILLE DE LIEGE.

L'Administration communale rappelle à ses concitoyens et à tous ceux qui se trouvent sur le territoire de Liège qu'il est strictement interdit, par le Code des lois de la guerre, qu'un civi se livre à des actes quelconques d'hostilité contre les soldats allemands qui occupent le pays.

Toute agression commise contre les troupes allemandes par d'autres que des militaires en uniforme, non seulement empêche celui qui s'en rendra coupable à être immédiatement passé par les armes, mais encore entraîne les répressions les plus violentes contre tous les habitants et spécialement contre les Liégeois qui sont retenus comme otages à la citadelle de Liège, par le commandant des troupes allemandes.

Ces otages sont :

10 Mgr. Rutten, évêque de Liège;

20 M. Kleyer, bourgmestre de Liège;

30 M. Grégoire, député permanent;

40 M. Armand Flechet, sénateur;

50 M. Van Zuylen, sénateur;

60 M. Edouard Peltzer, sénateur;

70 M. Colleaux, sénateur;

80 M. de Ponthieu, sénateur;

90 M. Van Hoegaerden, représentant;

100 M. Fallois, échevin.

Mgr. Rutten et M. Kleyer ont été autorisés à quitter provisoirement la citadelle, mais restent comme otages à la disposition du commandement allemand.

Nous conjurons tous ceux qui sont sur le territoire de veiller, dans l'intérêt supérieur de tous les habitants et de ceux qui sont les otages de l'armée allemande, à ce qu'aucune agression ne soit commise contre les soldats de cette armée.

Nous rappelons que, par ordre du général commandant les troupes allemandes, les particuliers qui détiennent armes et cartouches doivent les remettre immédiatement à l'autorité du palais provincial, sous peine d'être fusillés.

(A Continuer.)

F. LAUDUMIEY, B. ADER, Président et Garant. Vice-Président. EXILE ADER, Secrétaire.

**F. LAUDUMIEY & CO, Ltd.**



Entrepreneurs de Pompes Funèbres et Embaumeurs 1103 1112 RUE NORD REMPARTS PHONE HEMLOCK 408

La Flammandisation de l'Université de Gand par les Allemands: la Presse hollandaise en prévoit l'échec.

On sait que les Allemands, depuis qu'ils occupent la Belgique, mettent tout en œuvre pour raviver le conflit entre les Flamands et les Wallons au sujet de l'emploi des langues.

En décembre dernier, le gouverneur allemand a pris un arrêté décrétant la flammandisation de l'Université de Gand. Pour justifier cette nouvelle mesure illégale, le général von Bissing a déclaré qu'il ne voulait pas endosser la responsabilité de laisser les jeunes gens privés de cours pendant trois ans.

Les Allemands avaient cru que ce cadeau serait accepté avec empressement par les Flamands, mais il n'en fut rien. Les chefs du mouvement flamand en Belgique adressèrent au gouverneur général une lettre de protestation contre cette violation des prescriptions de la Convention de La Haye régulant le droit public en pays occupé.

Dans les meilleures belges, on est convaincu que cet arrêté restera lettre morte. Les Flamands qui ont eu à cœur constamment de faire le sacrifice de leurs préférences personnelles aux intérêts supérieurs de la patrie comprennent que ces moyens de suasion n'ont d'autre but que de jeter la division dans le pays pour mieux le dominer: "Divide et Impera". On ne trouvera en Belgique, pour flammandiser l'Université, ni professeurs ni élèves.

Le général von Bissing paraît déjà être heureux à la difficulté de trouver des professeurs, car on a appris qu'il en faisait rechercher en Hollande, faute d'en avoir trouvé en Belgique. Mais en Hollande, nouvel échec: Les professeurs flamands sollicités, considérant que leur consentement constituerait une véritable trahison vis-à-vis de leurs collègues belges, répondent par un refus catégorique.

Les choses en sont là. Recemment un important journal de La Haye, Het Vaderland, nullement germanophobe et bien placé pour connaître la situation en Belgique, a exprimé l'avavis suivant (numéro du 7 mars 1916) :

— L'exécution du décret: Voilà le point délicat.

La Belgique était un peuple indépendant qui s'est vu menacé subtilement dans son existence et dans sa liberté. Pour les Belges, les Allemands ne sont pas des libérateurs auxquels on souhaite la bienvenue, mais des envahisseurs détestés qui mettent leur lourde main sur la population, ayant dévasté le pays.

Les circonstances étant telles, on comprendra parfaitement que l'on garde au sujet de la réalisation du projet de flammandisation de l'Université de Gand une certaine incertitude. Il faut des professeurs et des élèves, et quelques-uns sont quelque peu au courant de la situation en Belgique, a pu se rendre compte qu'il est plus que probable que l'un ou l'autre de ces éléments, peut-être même les deux, feront défaut.

— Et ainsi s'explique qu'en Belgique en hausse les épaulles en soutenant qu'on parle de la flammandisation effective de l'Université de Gand.

Tel est l'avavis autorisé du journal flamand.

Ajoutons un autre trait qui montre que l'irréductibilité du patriotisme belge est générale. Les journaux parisiens à Bruxelles annoncent que les professeurs de l'Université de Liège ont décidé, dans une assemblée récente, de ne pas reprendre les cours des diverses facultés. Il en est de même aux deux autres Universités belges: celle de Bruxelles et celle de Louvain. Aucune ne veut se prêter à un projet de l'occupant qui favorisera les jeunes gens restés dans le pays, au détriment de ceux qui remplissent leur devoir patriotique dans les rangs de l'armée.

Non, madame, je n'assassinerai jamais ma belle-mère; pensez donc que je risquerai de me trouver à côté d'elle, en Enfer, pour l'éternité.

UNE BATISSE en brique à trois étages, No 25, rue Comte, entre Esplanade Bourbon et Royal. Bon rapport. S'adresser 52 rue Comte, 13 av.

DE BULLETIN FINANCIER.

Colon. sur place. Minding.

Nouvelle-Orléans ..... 11.38

Gulfport ..... 12.35

Mobile ..... 11.81

Savannah ..... 11.38

Gatlinburg ..... 11.62

Little Rock ..... 12.23

Memphis ..... 12.06

Bons Divers.

Streetcarlines ..... 97.5 98

Verizon ..... 92 103

AT&T ..... 80

St. Louis R. R. n. m. m. 102 103

St. Louis & San. R. R. 102 103

state and city ..... 91.5 92

Premium Bonds ..... 301 303

Public Improvement, 1926 ..... 92

Public Improvement, new ..... 91.5 92

state and city —

state and city —